

LIBERTÉ, ÉGALITÉ ET ?

POUR UN AUTRE SERVICE NATIONAL

LIBERTÉ, ÉGALITÉ ET ?

POUR UN AUTRE SERVICE NATIONAL

MARIE TRELLU-KANE

FONDATRICE D'UNIS-CITÉ

À mes enfants.
À nos enfants.

INTRODUCTION

Dans quelques mois, l'élection présidentielle déterminera le cap qui sera suivi pendant les cinq prochaines années en France.

Face à l'éclatement de notre société et aux problèmes d'intégration sociale, professionnelle, citoyenne de bon nombre de nos jeunes, des voix s'élèvent à différents endroits de l'échiquier politique pour appeler à la réinstauration d'un service national. Ces appels sont souvent nourris de la nostalgie de notre ancien service militaire. Quinze jours de service national obligatoire ? Un mois ? Trois mois ? Un service militaire de douze mois ? Un service citoyen de neuf mois ? Chacun y va de sa proposition, généralement sans réellement l'approfondir. Les modalités

de mise en œuvre concrètes ? Les moyens à y consacrer ? Leur impact réel sur les jeunes et la société dans son ensemble ? Ces « détails » pourtant majeurs sont souvent remis à plus tard.

Voilà vingt-cinq ans que je travaille sur ce sujet du service national des jeunes. Non pas comme académique, mais en tant qu'entrepreneuse sociale. En expérimentant. Et en évaluant ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas. Ce qui fonctionne et ne fonctionne pas. Avec les acteurs de terrain, en France et dans le monde, qui agissent avec les jeunes sur des dispositifs similaires, pour me forger une vision à la fois systémique et pragmatique, ancrée dans la réalité.

J'ai cofondé il y a vingt-cinq ans l'association Unis-Cité, qui mobilise et accompagne chaque année plus de 10 000 jeunes dans un service citoyen collectif de plusieurs mois, et qui a inspiré la mise en place en France de ce que l'on appelle le « service civique », une sorte de service national volontaire qui propose aux jeunes entre 16 et 25 ans de consacrer six à douze mois de

leur vie à des missions d'intérêt général au sein principalement d'associations ou de services publics.

C'est forte de cette expérience et de ces années de « recherche-action » que je formule aujourd'hui le vœu d'un service national « nouvelle génération » : un service civique de huit mois revisité et généralisé, qui prendrait la forme d'une année de césure citoyenne pour tous les jeunes entre 16 et 25 ans. Comblant le vide laissé par la suspension de notre ancien service militaire, et s'appuyant sur les forces du service civique tel qu'il existe en France depuis 2010. À la fois réaliste sur le plan opérationnel et financier, et convaincant sur le plan de son impact global. Ce nouveau service national, dont je voudrais ici expliquer le sens, l'ambition et les contours exacts, peut devenir le socle d'un nouveau projet de société dont le cœur sera le pilier le plus malmené de notre devise républicaine : la fraternité.

Il me semble qu'il y a désormais urgence.

CHAPITRE I

J'ai mal à la France

La situation des jeunes en France est fondamentalement paradoxale. D'un côté, leur santé mentale a été perturbée par des mois de confinement et d'enseignement à distance, leur avenir tangué dans le noir entre réchauffement climatique et crise de l'emploi post-Covid, nombre d'entre eux ne votent plus, certains se laissent tenter par l'extrémisme, y compris religieux. Et pourtant, jamais autant qu'aujourd'hui ils n'ont eu envie de s'engager et de rendre ce monde meilleur : ils interpellent leurs aînés sur l'urgence climatique, se mobilisent pour inventer de nouveaux modèles de sociétés, s'engagent auprès des enfants, des réfugiés, des sans-abris, des seniors isolés... Ils ne manquent ni d'utopie, ni de volonté,

ni d'exigence : ce qui leur fait défaut, ce sont les opportunités et moyens concrets d'aller au bout de leur désir d'engagement et la confiance en eux pour le faire. Ce qui nous manque à nous, c'est de savoir les considérer et leur laisser une place.

Je parle des jeunes dans leurs diversités. Des banlieues comme des centres-villes, les urbains, les ruraux, les décrocheurs, les diplômés. Les jeunes, cette génération des 16-30 ans à laquelle ce manifeste s'intéresse en particulier, vivent des réalités différentes, n'ont souvent pas la même jeunesse. Mais tous vivent ce même paradoxe. Étaient-ils différents « avant » ? Étaient-ils moins violents, meilleurs citoyens, plus engagés ? Je ne crois pas.

Nous avons créé l'association Unis-Cité en 1994. Nous avons 23 ans et souhaitons proposer une nouvelle forme d'engagement pour les jeunes, formatrice et capable de fédérer nos jeunes diverses autour de leur envie commune d'un monde meilleur. Déjà dans les années 1990, le constat était proche et la solution que nous